



# **LE DEFI URBAIN DE L'EAU**

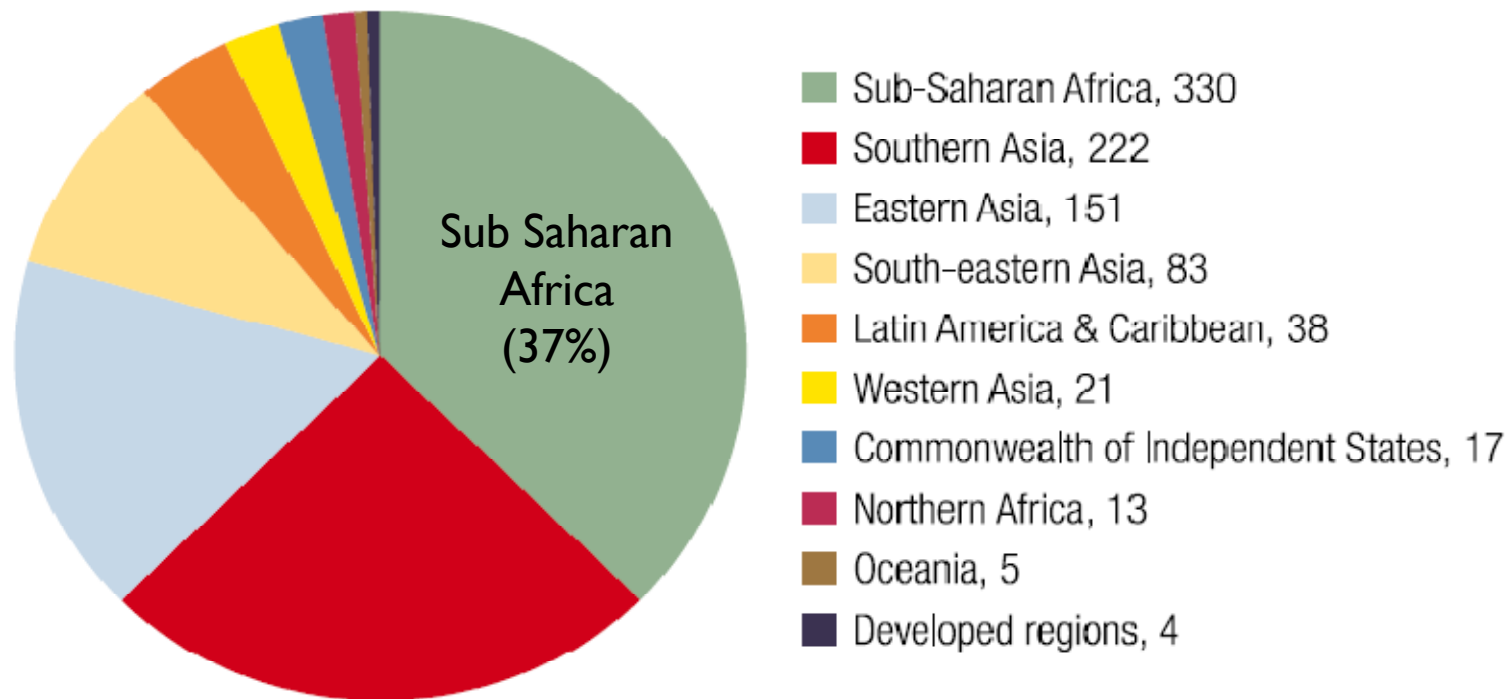
## **Les Enjeux de l'Eau en Milieu Urbain en Afrique**

Belgacem BEN SASSI  
**Ingénieur Principal Eau et Assainissement**  
Banque Africaine de Développement, Tunis

## Accès à l'eau potable par région



□ **330 millions** d'habitants (37%) sur 884 millions d'habitants dans le monde n'ayant pas accès à l'eau potable proviennent de l'Afrique sub-saharienne.

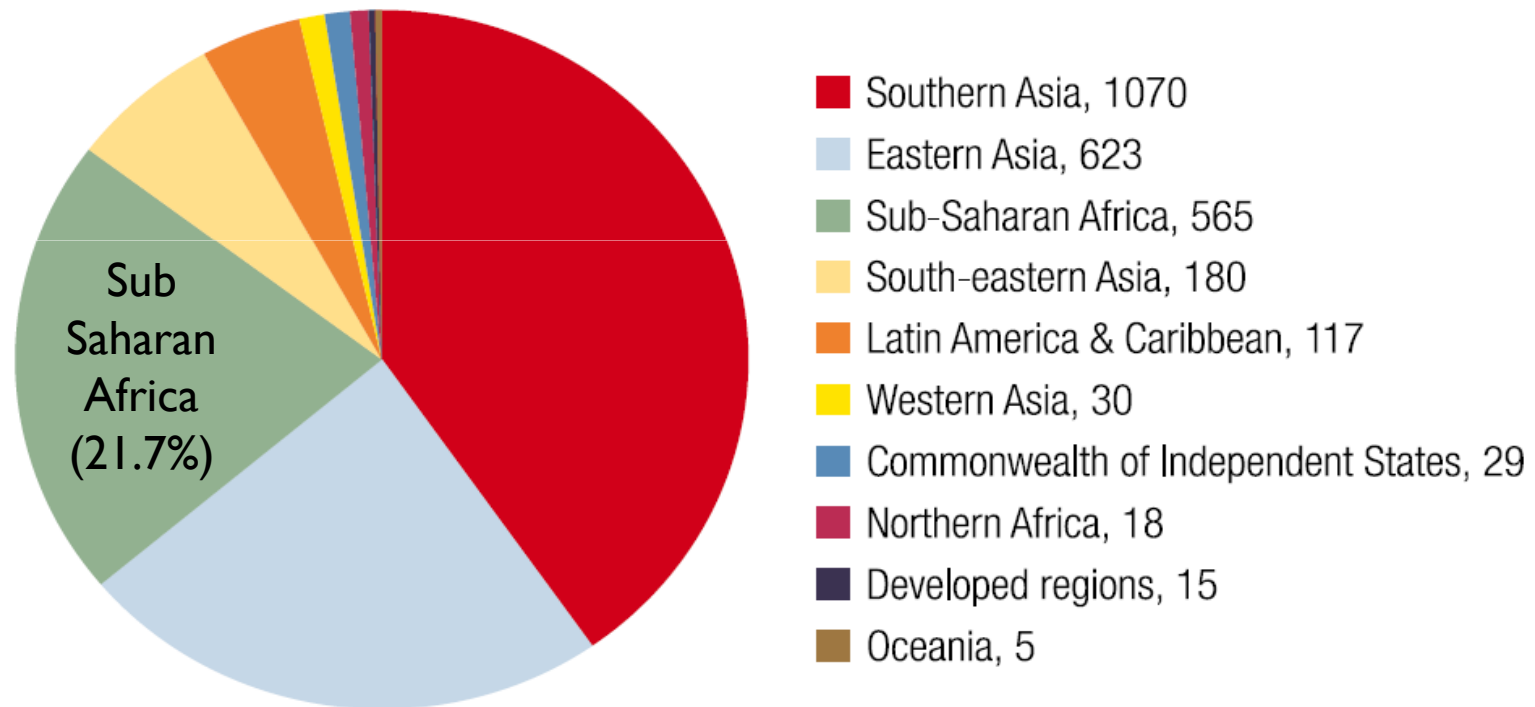


Source: JMP, 2010

## Accès à l'assainissement par région



□ L'Afrique sub-saharienne compte 21,7% (**565 millions d'habitants**) des 2,6 milliards d'habitants dans le monde qui n'ont pas accès aux services d'assainissement.



Source: JMP, 2010



## ► **Financements disponibles**

Uniquement **7,64 milliards USD** par an

- Soit un **Gap de Financement de 13,9 milliards USD**

### Explosion de la Population (1 milliards d'Africains)

- *L'Afrique comprend 17 des 100 plus grandes villes dans le monde.*
- *En 2015, 59 villes africaines auront plus de 1 million d'habitants.*
- *En 2050 , plus de la moitié de la population africaine vivra en milieu urbain.*
- **Multiplication des quartiers périphériques et des bidonvilles**  
*Environ 43% de la population urbaine vit au dessous du seuil de pauvreté et les villes sont caractérisées par le nombre élevé de populations dans les bidonvilles.*



### Défis

- Absence de la bonne gouvernance et de la transparence créant de problèmes de crédibilité avec les financiers potentiels.
- Absence de politique et de cadre juridique favorisant le financement des investissements ;
- Population largement pauvre dans la zone d'intervention.
- Sous-tarifcation des services de l'AEPA.
- Faible efficacité opérationnelle, incluant un faible taux de recouvrement, des fortes charges, ...
- Des coûts élevés d'investissements avec un faible retour sur investissement pour l'AEPA comparé aux autres infrastructures.
- Les conflits affectant le financement du développement des services d'AEPA et dans certains cas même les réalisations précédentes.



- *Les trois T constituant les sources de financement des sociétés d'eau en Afrique :*
- *tarifs*
- *taxes (budget national ) et*
- *transferts (aide au développement)*

# Tarifs



- *La majorité des sociétés d'eau en Afrique pratique des tarifs qui ne couvrent même pas le coût de l'opération et les coûts de maintenance. La réforme tarifaire est donc nécessaire.*
  - *Dans certains pays, le tarifs couvrent uniquement 40% des services assurés.*
- *Les tarifs constituent la base d'un recouvrement de coût soutenable.*
  - *Ils doivent être fixés selon un processus transparent qui tient compte des réalités locales.*
  - *On doit s'assurer que les pauvres et les groupes vulnérables aient un accès durable aux services d'AEPA.*
  - *Les sociétés de l'eau doivent avoir des ajustements réguliers des tarifs qui soient liés à l'amélioration de l'efficacité et assurant progressivement un recouvrement des coûts de maintenance et graduellement inclure les coûts de renouvellement.*



## Gains d'efficacité



- La grande partie nécessaire pour le financement des sociétés d'eau viendra de gain d'efficacité et de tarification juste. Jusqu'à 40% selon certaines estimations
  - Pertes de 1,8 milliards USD dues à la sous-tarification.
  - Pertes techniques et autre inefficience coûtent 0,9 milliards USD.
- Les sociétés d'eau doivent donner des comptes pour ces gains d'efficience et les augmentations des tarifs doivent être liées à ces gains.

• Question : Que fera le responsable d'une compagnie de pétrole si les pertes atteignent 50% de la production ?

• Pour l'Eau (pétrole bleu), la réponse est RIEN



# Taxes (Budget National)



- *Les Gouvernements ont un rôle majeur dans l'appui aux sociétés d'eau en mettant en place un cadre pour les subventions pour les coûts d'investissement et pour les pauvres.*
- *Dans la majorité des pays africains, l'investissement public dans le secteur d'AEPA est presque exclusivement le domaine du gouvernement central et peut prendre différentes formes.*

## Taxes (Budget National)



- ▶ *Les Gouvernements doivent renforcer les agences de régulation et la bonne gouvernance qui peuvent réduire les besoins d'investissement, promouvoir une utilisation plus efficace des ressources disponibles, et augmenter la capacité du secteur d'AEPA à attirer les financements.*

# Transfers (Aide au Développement)



- *Les aides au développement (dons) se limitent à 1,2 milliards USD par an d'une dépense totale de l'AEPA qui est de 7,6 milliards USD en Afrique sub-saharienne.*
- Les prêts (BAfD, BM) se limitent à certains pays africains et 40 pays africains ne peuvent pas avoir à ces financements non'concessionnels



## Autres formes de financement



- ▶ Prêts des Banques Commerciales –
  - ▶ Donne du potentiel, mais limités par :
    - ▶ Taux d'intérêt élevés – plus de 20% dans certains pays,
    - ▶ Banquabilité des utilitaires de l'AEPA,
    - ▶ Législation nationale limitant l'emprunt par les utilitaires,
    - ▶ Autres infrastructures avec des rendements plus élevés sont plus attractives
- ▶ Les utilitaires de l'AEPA peuvent bénéficier plus de tels instruments si d'environnements corrects existent
- ▶ Commencer petit et établir graduellement la confiance.

## Autres moyens de développement du service de l'eau en milieu urbain

- Dans la plupart des régions du monde, les investissements dans les branchements individuels au réseau d'AEP sont les MOTEURS du progrès du secteur (c'est le cas de l'Afrique du nord où 61 millions d'habitants ont bénéficié de ces branchements entre 1990 et 2010).
- En Afrique sub-saharienne, l'accès à l'AEP se fait essentiellement par l'accès à des points d'eau améliorés et non par des branchements individuels (3,5 fois de plus) : uniquement 35% de la population urbaine en Afrique sub-saharienne bénéficie de branchements individuels contre 73% dans la totalité des régions en développement.
- Il y a même une diminution du nombre d'habitants ayant accès aux branchements individuels dans le milieu urbain en Afrique sub-saharienne (contrairement à la région de l'Afrique du nord).

## Financement de la BAfD pour l'AEPA



➤ Un financement moyen de 70 millions USD par an entre 1967 et 2002 qui passe à 700 millions USD par an en 2010

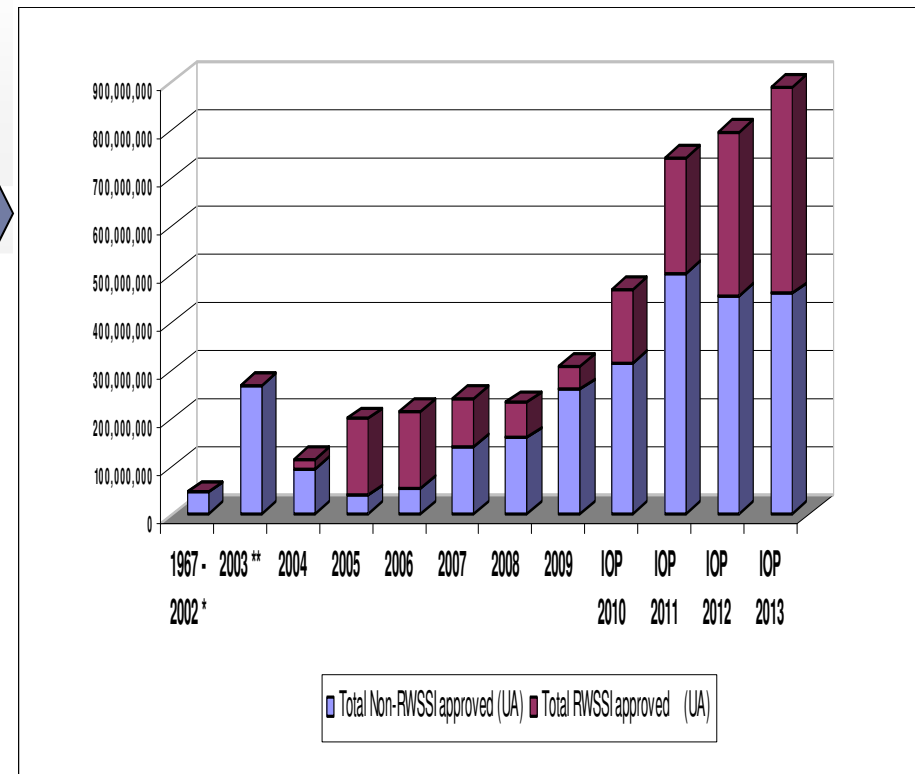
• 65 projets actifs dans 35 pays.

• Un portefeuille de 2,7 milliards USD.

• 60% des projets dans le milieu urbain.

• Plus de 50 nouvelles opérations sont programmées pour 2011-2013 avec un montant de 3,6 milliards USD (guichet public du Groupe de la BAD).

• L'augmentation de 200% du capital de la Banque ouvre des opportunités pour augmenter les financements du guichet BAD, ainsi que les prêts non souverains.





**MERCI**